

## Suède

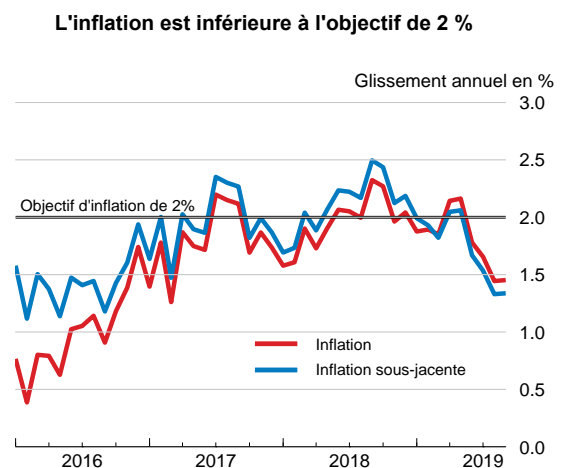
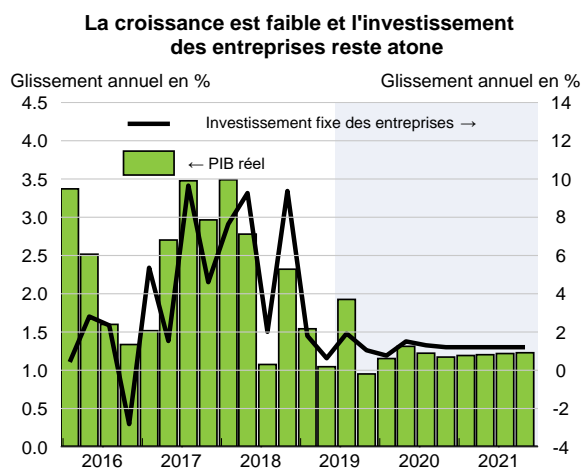
La longue phase d'expansion s'essouffle. La progression des exportations va enregistrer un net repli, sous l'effet du ralentissement de l'activité mondiale. Un climat de plus grande incertitude continuera de peser sur l'investissement des entreprises, tandis que l'investissement résidentiel amorcera un redémarrage. Les ménages continueront de dépenser avec prudence, le chômage ressortant en hausse et la progression des salaires restant modérée. L'inflation demeurera en deçà de l'objectif de 2 %.

Il est probable que la politique monétaire restera accommodante jusqu'à ce que l'économie montre des signes clairs de reprise et que l'inflation se rapproche plus nettement de l'objectif. Les stabilisateurs automatiques et des mesures budgétaires discrétionnaires soutiendront l'économie, mais une marge de manœuvre existe pour des mesures de relance supplémentaires si les conditions économiques venaient à se détériorer plus que prévu. Il sera essentiel de soutenir l'insertion dans le premier emploi et le développement des compétences, et de réformer le marché du travail, pour contenir la montée du chômage.

### La croissance ralentit sensiblement et le chômage progresse

L'asthénie des exportations et de l'investissement des entreprises, due au fléchissement de l'activité et aux incertitudes croissantes au niveau mondial, entame la croissance économique. La confiance mesurée des consommateurs et la progression en demi-teinte des salaires freinent la consommation privée. L'investissement résidentiel continue de se contracter, toutefois en partant d'un niveau élevé et à un rythme plus lent. Le chômage progresse rapidement, quoique très probablement à un rythme pas aussi vertigineux que ne le suggèrent des données récentes. Le marasme de l'activité, le ralentissement de la hausse des prix de l'énergie et l'atténuation des effets de la dépréciation de la couronne ont fait baisser l'inflation, qui s'établit en deçà de l'objectif de 2 %.

## Suède



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 106 ; et Bureau central des statistiques suédois (SCB, Statistiska centralbyrån).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934045962>

## Suède : Demande, production et prix

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
	Prix courants milliards de SEK	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2018)				
<b>Suède</b>						
<b>PIB aux prix du marché</b>	4 407.0	2.7	2.4	1.4	1.2	1.2
Consommation privée	1 997.4	2.2	1.6	1.0	1.9	1.4
Consommation publique	1 163.4	0.5	0.7	0.8	0.8	0.8
Formation brute de capital fixe	1 063.5	6.0	4.6	-0.8	1.0	1.2
Demande intérieure finale	4 224.4	2.7	2.1	0.5	1.4	1.2
Variation des stocks <sup>1</sup>	21.2	0.1	0.5	0.0	0.1	0.0
Demande intérieure totale	4 245.6	2.7	2.7	0.5	1.4	1.2
Exportations de biens et services	1 901.4	4.7	3.3	3.9	0.9	1.2
Importations de biens et services	1 740.0	5.1	3.8	1.7	1.2	1.2
Exportations nettes <sup>1</sup>	161.4	0.0	-0.1	1.1	-0.1	0.0
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	2.1	2.2	2.8	1.8	1.9
Indice des prix à la consommation <sup>2</sup>	—	1.8	2.0	1.8	1.8	1.8
IPC sous-jacent <sup>3</sup>	—	2.0	2.1	1.7	1.8	1.8
Taux de chômage <sup>4</sup> (% de la population active)	—	6.7	6.3	6.8	7.0	7.0
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	13.3	15.4	17.1	17.3	17.6
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	1.4	0.8	0.4	0.2	0.1
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	—	40.7	38.7	35.7	33.3	33.1
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	2.8	1.7	4.5	4.5	4.5

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. L'indice des prix à la consommation tient compte des charges au titre des intérêts hypothécaires.

3. Indice de prix à la consommation à taux d'intérêt fixes.

4. Les séries historiques comme les prévisions sont basées sur une définition du chômage couvrant les 15-74 ans, y compris les étudiants à plein temps à la recherche d'un emploi et disponibles pour travailler.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 106.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934046893>

## L'action des pouvoirs publics amortit le ralentissement et une marge de manœuvre existe dans les finances publiques

La politique monétaire continue de soutenir l'économie, malgré le relèvement de taux directeur, de -0.25 % à 0 %, attendu pour décembre. Une croissance en demi-teinte, de fortes incertitudes et une inflation inférieure à l'objectif vont probablement retarder tout nouveau relèvement dans les deux années qui viennent, les avantages de cette politique expansionniste l'emportant sur ses retombées négatives potentielles sur l'endettement des ménages et l'allocation des ressources. Si la croissance et l'inflation venaient à décevoir, les marges possibles pour de nouvelles mesures de relance monétaire seraient réduites.

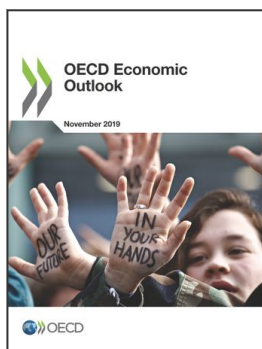
En plus des puissants stabilisateurs automatiques qui peuvent jouer, les mesures discrétionnaires inscrites au projet de loi de finances de 2020, d'un montant égal à 0.5 % du PIB, stimuleront l'activité. Il s'agit notamment de baisses d'impôts en faveur des ménages à haut revenu et des retraités, d'un renforcement des aides en faveur des investissements verts, de la santé, des écoles et de l'emploi, ainsi que d'investissements publics, notamment dans la maintenance des infrastructures routières et ferroviaires.

Dans un contexte d'excédent budgétaire et de dette publique brute proche de 35 % du PIB, des mesures de relance supplémentaires pourraient être prises si la situation économique continuait de se détériorer.

Contenir la montée du chômage sur fond de ralentissement économique n'ira pas sans difficulté. En particulier, les tensions auxquelles est soumis le marché du travail depuis quelques années ont facilité le recrutement de la main-d'œuvre peu qualifiée et des immigrés arrivés de fraîche date, qui seront probablement confrontés demain à des perspectives plus rudes. Le gouvernement envisage d'introduire de nouvelles mesures, dont des accords d'insertion négociés avec les partenaires sociaux, afin d'aider les nouveaux immigrés et les chômeurs de longue durée à trouver un emploi. Un programme de développement des compétences aidera les travailleurs à s'adapter à l'évolution des qualifications requises et le service public de l'emploi fera l'objet d'une réforme, qui prévoit une plus large participation de prestataires privés.

### **La croissance restera atone, avec un risque à la baisse**

La faiblesse de la demande mondiale, notamment pour les biens intermédiaires et biens d'équipement dont la Suède s'est fait une spécialité, ainsi que l'incertitude qui prévaut au niveau mondial, continueront de peser sur les exportations et sur l'investissement. L'investissement résidentiel amorcera un redémarrage sur fond de diminution du stock de logements invendus. Toutefois, malgré une stabilisation des prix de l'immobilier résidentiel et la persistance d'une pénurie générale de logements, aucun rebond rapide n'est attendu dans le secteur de la construction. La réaction de l'emploi au fléchissement de l'activité économique et la capacité des nouvelles mesures en faveur du marché du travail à empêcher la montée du chômage sont des plus incertaines. Compte tenu des incertitudes liées au marché du travail et de la hausse modeste des salaires, les ménages continueront de se montrer prudents dans leurs dépenses, bien qu'ils bénéficient de baisses d'impôts. Les risques à la baisse sont liés à l'environnement mondial : une contraction de la croissance mondiale et une recrudescence des tensions commerciales pourraient entraîner un nouveau recul des exportations et de l'investissement en Suède. Toutefois, la solidité des finances publiques permettrait alors de mener une politique budgétaire plus expansionniste pour freiner le repli de l'activité.



Extrait de :  
**OECD Economic Outlook, Volume 2019 Issue 2**

Accéder à cette publication :  
<https://doi.org/10.1787/9b89401b-en>

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2019), « Suède », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2019 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/9d82dcb9-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :  
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.